

Unité inter-départementale Tarn-et-Garonne-Lot
2 quai de Verdun
82000 MONTAUBAN

MONTAUBAN, le 19/08/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/08/2022

Contexte et constats

Publié sur



LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)

1527 route du Canal
82700 MONTBARTIER

Références : Inspection n° 82-22-062
Rapport n° 2022-997
Code AIOT : 0006802618

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/08/2022 dans l'établissement LOGITIA S.A.S (ex INVIVO) implanté Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER. L'inspection a été annoncée le 16/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La réserve incendie du site présente une fuite qui impose à l'exploitant de la réalimenter régulièrement. Cette réalimentation est réalisée à partir du réseau AEP de Montbartier. Compte tenu de la tension sur les réseaux AEP, et l'absence de certitude sur les risques d'aggravation de la fuite, cette situation ne peut perdurer.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LOGITIA S.A.S (ex INVIVO)
- Montbartier 1527 route du Canal 82700 MONTBARTIER
- Code AIOT : 0006802618
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut

Le site est un entrepôt de stockage de matières dangereuses, d'agrofournitures, de semences pour les coopératives agricoles du sud-ouest et les fournisseurs de produits du terroir.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Réserve eau incendie
- consommation d'eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Moyens en équipements et en personnel	Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2 > XII.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Origine des approvisionnements en eau	Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article Paragraphe 2.1.1.	/	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Dans le contexte actuel de tension sur les usages de l'eau, il n'est pas acceptable de maintenir une réalimentation permanente de la réserve incendie du site. Par ailleurs, l'origine de la fuite étant inconnue, celle ci pourrait s'aggraver et conduire à une insuffisance des moyens disponibles. L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de réaliser sous 2 mois les travaux de réfection de sa réserve en proposant une solution technique qui garantisse en tout temps la disponibilité des besoins en eau incendie et qui permette de limiter au maximum les prélèvements dans le réseau AEP pour remplir la réserve incendie suite aux travaux qui seront menés pour sa réfection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens en équipements et en personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI.2 > XII.
Thème(s) : Risques accidentels, Pérennité de la ressource en eau d'extinction
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'ensemble des moyens prévus dans le présent article sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Les dates et résultats des tests de défense incendie réalisés sont consignés dans un registre éventuellement informatisé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'inspection constate que la fuite sur la réserve incendie de 1000 m3 est toujours en cours. La réalimentation de la réserve est réalisée manuellement à partir du réseau AEP de la ville de Montbartier. Ce mode de gestion ne permet pas de garantir la présence des moyens en eau sur le site en toute circonstance. L'inspection demande à l'exploitant de réaliser les travaux de réfection de la réserve sous 2 mois. Dans le cas où les travaux nécessitent de vider la réserve, l'exploitant transmettra le planning des travaux ainsi que des propositions de mesures compensatoires pour avis à l'inspection et aux services de secours avant la réalisation de l'intervention. Le volume de 1000m3 devra rester disponible durant l'ensemble de l'intervention. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Origine des approvisionnements en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/11/2009, article Paragraphe 2.1.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Réduction des prélèvements dans réseau AEP
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant doit prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter la consommation d'eau. Il n'est pas procédé aux nettoyages des sols avec de l'eau. Ceux-ci sont nettoyés à sec.
Constats : La fuite sur la réserve incendie du site oblige l'exploitant à réalimenter sa réserve régulièrement pour conserver les 1000 m3 d'eau incendie. Cette réalimentation est réalisée à partir du réseau AEP. Compte tenu de la tension sur les réseaux d'approvisionnement en eau potable, il n'est pas envisageable que l'exploitant réalimente régulièrement les 1000 m3 de sa réserve à partir du réseau AEP suite à la non-réparation d'une fuite. L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre une solution technique lui permettant de maintenir sur site, 1000 m3 de réserve incendie et de les rendre disponibles pour une éventuelle intervention durant l'ensemble de la phase de travaux de réfection de la réserve incendie fuyarde qui doivent être réalisés sous 2 mois. Ce point fait l'objet d'une proposition de mise en demeure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois